

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1770 - 29 avril 1993 - 4,50 F

D 1770 EL SALVADOR: LA "BOMBE" DE LA COMMISSION
DE LA VERITE

Le 15 mars 1993, la Commission de la vérité constituée sous l'égide de l'ONU rendait public son rapport sur les exactions de la guerre civile (cf. DIAL D 1763). Le commentaire ci-dessous, tiré de la publication **Carta a las Iglesias** du 17-31 mars 1993, ne mâche pas ses mots sur les réalités mises officiellement en plein jour: le mensonge a été, pendant plus de douze ans, la pratique permanente des plus hautes instances de l'Etat salvadorien et des Etats-Unis. La gravité des implications nord-américaines est telle que l'évêque auxiliaire de San Salvador n'hésite pas à demander la mise en procès des "Nord-Américains (...) responsables ou, à tout le moins, co-responsables de la mort de tant de Salvadoriens"...

Note DIAL

LE RAPPORT DE LA COMMISSION DE LA VÉRITÉ: UNE BOMBE

(Intertitres de DIAL)

Le 15 mars, le rapport de la Commission de la vérité était rendu public. Comme prévu, c'est une véritable bombe qui a explosé dans la société salvadorienne et dans la communauté internationale. C'est vrai que nombre des choses qu'il dit relevaient depuis des années de la **vox populi**, et que d'autres relevaient du domaine des enquêteurs de nombreuses organisations des droits de l'homme. Pourquoi, alors, parler de bombe? Tout simplement parce que ce rapport fait la démonstration - aujourd'hui en toute clarté et ouvertement - que la société salvadorienne vit dans le mensonge institutionnalisé, et pas seulement dans l'injustice et dans la violence. Il fait également la démonstration qu'on a menti au peuple salvadorien de façon massive, constante, hypocrite et cruelle durant des années.

(Un mensonge d'Etat)

En effet, le rapport vient démentir les porte-parole officiels. Même si le mot n'est pas utilisé, "démentir" signifie ici que ces porte-parole officiels ont travesti la réalité: en ce sens, ils ont menti quand ils ont présenté le Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) comme criminel et responsable de tous les maux, tandis qu'ils chantaient les louanges de l'armée et taisaient en toute efficacité la réalité des escadrons de la mort.

Rappelons-nous - même s'il faut nuancer dans certains cas - ce qu'ont déclaré les présidents du pays (la junte gouvernementale, Magaña, Duarte, Cristiani), les ministres de la défense (García, Vides Casanova, Larios, Ponce), les présidents successifs de la Cour suprême de justice, des journaux tels que **El Diario de Hoy**. Sans oublier non plus ce qu'ont dit les ambassadeurs nord-américains (Hinton, Pickering, Corr, Walker), ainsi que les présidents des Etats-Unis (Reagan, Bush).

D 1770-1/4

Tous ces personnages et toutes ces institutions, parfaitement au courant, ont tantôt couvert ou tu des crimes, tantôt tout simplement menti.

Parallèlement, il apparaît qu'avaient raison Mgr Rivera, le Père Ellacuría, les organisations de droits de l'homme comme Tutelle légale - durement persécutée en son temps par les militaires et l'ambassade nord-américaine - et Américas Watch, les comités de mères de famille, ainsi que les paysans qui avaient rapporté les conditions de la répression. Autrement dit, le rapport de la Commission de la vérité déclare globalement qu'on a menti au pays et au monde sur El Salvador; que les forces obscures, présentées comme les protectrices de la démocratie et - comble de l'abomination - de la religion, n'étaient, loin d'être bonnes, que des forces criminelles. C'est ça la bombe!

("Une cruauté congénitale")

Que dit donc ce rapport? Avant tout, il faut en montrer certaines limites. Il aurait pu donner davantage de noms de civils, membres ou non des gouvernements successifs, responsables d'assassinats et dirigeants d'escadrons de la mort. Il aurait pu analyser plus en détail les agissements regrettables de la justice et de la Cour suprême. Il aurait pu analyser davantage les responsabilités des diverses composantes du FMLN. Et, d'un point de vue technique, il aurait pu faire avancer l'enquête dans un certain nombre de cas.

Ces limitations étant signalées, le rapport présente 30 cas de violation des droits de l'homme entre 1980 et 1991, basés sur 22.000 dénonciations reçues, dont 7.000 recueillies directement, les autres émanant d'organisations gouvernementales et non gouvernementales. En ce qui concerne les dates, les années les plus violentes ont été celles de 1981 à 1984, avec 75% des cas recensés: les années de la "guerre sale" qui entendait vider l'eau pour faire mourir le poisson. En ce qui concerne les cas, 65% relèvent des exécutions extrajudiciaires; pour plus de 25%, des disparitions forcées; et pour plus de 20%, des tortures (1). En ce qui concerne les responsabilités, presque toujours citées dans les dénonciations, elles sont attribuées aux agents de l'Etat, aux paramilitaires reliés à celui-ci et aux escadrons de la mort pour 85% des cas, et pour 5% au FMLN.

Pour ce qui est des cas mentionnés les plus importants, le rapport est particulièrement déterminant dans sa dénonciation des comportements en matière de violation des droits de l'homme, comportements qui révèlent une cruauté congénitale dans l'armée et dans la droite civile, ainsi que - dans une moindre mesure - une absence de scrupules parmi la direction du FMLN dans sa pratique d'exécutions extrajudiciaires.

Mais les recommandations du rapport les plus importantes pour l'avenir du pays sont précisément les plus critiquées par les membres concernés des milieux de droite: exclusion de l'armée et de l'administration publique des personnes présentées dans le rapport comme responsables de violations des droits de l'homme; exiger une réforme de la justice, qui est - heureusement - réclamée avec une insistance extrême et qui doit se traduire par un renouvellement total des magistrats de la Cour suprême; exiger des réformes dans les forces armées, de sorte qu'elles soient à l'avenir subordonnées effectivement aux pouvoirs civils et institutionnels; exiger des réparations morales et matérielles pour les victimes ou leurs familles, avec la création d'un fonds à cet effet...

(Le mal dans son essence)

Si tels sont les contenus essentiels du rapport, il est loin d'être inutile de faire mention des réactions qu'il provoque chez le lecteur. Nous disons cela parce que de nombreuses réactions contre le rapport - surtout dans les milieux

de droite - sont des réactions **a priori**, avant toute lecture. Comme quelqu'un l'a suggéré, ce serait une très bonne chose de le lire en famille, au titre de la vie personnelle et pas seulement comme matière à débat politique ou juridique. Il se trouve que la lecture du rapport provoque un choc et suscite l'horreur, l'indignation, la colère, la souffrance... Il est impossible de le parcourir sans être écrasé par le mystère du mal, le **mysterium iniquitatis** des Anciens.

Encore que le rapport n'abonde pas en ce sens, il laisse cependant transparaître quelque chose de l'origine de toute cette abomination: la convoitise de la richesse qui a mis le pouvoir militaire à son service. En langage chrétien, c'est la violation du septième commandement: **ne pas voler**; violation qui a historiquement entraîné, pour le maintien et l'accroissement de la chose volée, la violation du cinquième commandement: **ne pas tuer**. Et tout cela a provoqué la violence de la riposte du FMLN qui s'est, lui aussi, exposé aux violations des droits de l'homme.

Et avec l'aberration des assassinats, des disparitions et des tortures; avec l'impunité de leurs auteurs - surtout du côté gouvernemental - avant, pendant et après les faits; avec la dissimulation pratiquée par les gouvernements, les milieux judiciaires, les médias, l'ambassade et le pouvoir exécutif des Etats-Unis; avec la toute-puissance du mensonge entretenu; avec le cynisme consistant à changer les criminels en héros et les victimes en criminels... il s'agit en d'autres termes de la violation du huitième commandement - **ne pas mentir** - afin de pouvoir violer les deux autres. Selon les mots de Mgr Romero, "c'est l'empire de l'enfer".

(Oublier?)

Et les réactions? La partie gouvernementale et ses affidés prônent la thèse du pardon et de l'oubli. Avant même la publication officielle du rapport, le président Cristiani avait demandé une amnistie à l'Assemblée nationale. L'amnistie a été honteusement approuvée à la majorité simple, comme le lecteur peut le lire dans le second éditorial de ce même numéro (2). De hauts gradés de l'armée et des membres de la Cour suprême déchirent leurs vêtements et traitent le rapport de la Commission de la vérité de non-constitutionnel, partial, anti-salvadorien, peu utile à la réconciliation, interventionniste... en oubliant allègrement qu'ils ont vécu eux-mêmes sur l'argent **gringo**, qu'ils ont agi avec cet argent et avec l'entraînement du même nom. Détail important: à une seule et minime exception, aucun des responsables cités n'a déclaré que ce qui est dit dans le rapport était faux. Il y a peu d'espoir que le rapport fasse réfléchir les omnipotents de toujours, pour une fois acculés de façon inhabituelle à leur sens. Et il y a encore moins d'espoir - tristement - qu'ils se laissent pardonner par le peuple salvadorien. Ils ne sont aucunement intéressés à ce que le passé soit oublié. La seule chose qui les intéresse c'est que le rapport de la Commission de la vérité soit oublié.

Pour sa part, le FMLN a réagi très différemment. Quelles qu'en soient les raisons, qui incluent cependant une bonne dose d'humanisme, ils ont d'abord collaboré avec la Commission de la vérité; puis ils ont accepté ses recommandations. Même s'il faudra un jour tirer au clair pourquoi l'ERP et ses dirigeants sont mentionnés dans le rapport, et pourquoi le silence est quasiment fait sur les autres groupes (3), l'ensemble de la direction du FMLN s'est aujourd'hui déclarée solidairement responsable des violations des droits de l'homme. C'est un signe important d'honneur, d'ouverture à une réconciliation sur la base de la vérité, et d'espoir.

Nous ne savons pas ce qu'il adviendra du rapport de la Commission de la vérité, ni de ses recommandations, ni de l'ébranlement provoqué dans le pays. Ce qui est sûr, c'est que la mise en oeuvre de ses recommandations est une nécessité absolue.

Ce qui est sûr aussi, c'est que sa lecture ne peut être que bénéfique, en nous provoquant tous à la réflexion. Pour ne donner qu'un seul exemple, Mgr Rosa (4) demande que la justice passe sur les Nord-Américains - ceux d'ici, à l'ambassade, et ceux de là-bas - responsables ou, à tout le moins, co-responsables de la mort de tant de Salvadoriens. Ce genre de choses sont de celles auxquelles le rapport donne à réfléchir.

Une fois de plus, dans le pays, nous voici au coeur d'un rude combat entre la vérité et le mensonge. Personne ne va faire de cadeaux à personne. Mais aujourd'hui - et c'est sans doute nouveau - la vérité reçoit le renfort du rapport de la Commission de la vérité. Aujourd'hui également les yeux de la communauté internationale sont tournés vers El Salvador. En tout cas, la tradition de la vérité veut qu'on la cherche, qu'on la dise et qu'on se batte pour elle. C'est ainsi que Mgr Romero a éduqué le peuple salvadorien. Et ça, c'est un germe d'espoir.

-
- (1) Le total est supérieur à 100%, le même cas relevant de plusieurs catégories de sévices (NdT)
 - (2) Intitulé "La loi d'amnistie est une loi anti-chrétienne", le texte n'est pas reproduit dans ce document DIAL (NdT).
 - (3) L'ERP (Armée révolutionnaire du peuple) est accusée de l'exécution de 11 maires. Le FMLN, dans son ensemble, est accusé de quelque 400 meurtres et plus de 300 disparitions forcées (NdT).
 - (4) Mgr Gregorio Rosa Chávez est évêque auxiliaire de San Salvador (NdT).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 385 F - Etranger 430 F. Avion Am. latine 500 F - USA-Canada-Afrique 470 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN 0399-6441